

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/153

8 mars 1999

(99-0917)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Accessions à l'OMC

Communication des Communautés européennes

La Mission permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 25 février.

1. Vingt-neuf pays ont activement entrepris le processus d'accession à l'OMC. Les Communautés européennes sont certaines qu'il est de l'intérêt de tous les pays accédants et de l'OMC elle-même que le plus possible de pays qui ont demandé leur accession soient intégrés au plus vite dans le système. Nous continuons à participer activement à tous les groupes de travail.

2. Il est d'autant plus urgent de conclure un maximum de négociations d'accession que de nouvelles négociations multilatérales sont imminentes. Les Communautés européennes estiment que, même si c'est au premier chef des efforts de chaque pays accédant que dépend la possibilité de faire avancer rapidement le processus, les Membres de l'OMC peuvent accélérer ce dernier. Je souhaite présenter aujourd'hui trois propositions des Communautés européennes sur la meilleure façon de procéder au cours des prochains mois:

- i) Mettre au point une procédure rapide pour les pays les moins avancés (PMA) en voie d'accession.
- ii) Accélérer le processus d'accession pour tous les pays qui ont demandé leur accession et qui peuvent prouver qu'ils s'efforcent de mettre leur législation intérieure en conformité avec les prescriptions de l'OMC et pour présenter des offres concernant l'accès aux marchés appropriées et, le cas échéant, améliorées.
- iii) Convenir de modalités pour permettre aux pays qui n'auront pas achevé leurs négociations d'accession à la fin de l'année de participer aux prochaines négociations multilatérales.

i) Procédure rapide pour les PMA

3. Sept PMA en sont à un stade ou un autre du processus d'accession: Vanuatu, Népal, Soudan, Tonga, Cambodge, Laos et Samoa. Nous pensons que ces accessions pourraient être accélérées si nous nous entendions avec les autres Membres du Groupe de travail de l'OMC sur une série de critères minimaux: les pays qui satisferaient à ces critères pourraient accéder rapidement à l'OMC. Une procédure souple et simplifiée pourrait s'appliquer à tous les pays les moins avancés, de façon à accélérer le processus d'accession pour tous ces pays sans discrimination.

4. Les Communautés européennes suggèrent que - sans préjudice de la nécessité d'adapter les conditions d'accession à chaque pays candidat - les éléments ci-après soient pris en considération:

- Droits de douane sur les produits industriels: Les PMA pourraient consolider leurs droits à un taux général de 30 pour cent sur une période maximale de cinq ans (prenant fin le 1^{er} janvier 2004), sans préjudice de la possibilité d'accepter un nombre limité de taux plus élevés sur des produits "exceptionnels".
- Secteur agricole: Les PMA pourraient viser un taux général de 40 pour cent. Ils ne devraient pas être tenus de prendre des engagements de réduction du soutien interne ni des subventions à l'exportation. Leurs engagements dans ces domaines devraient être inscrits directement dans leurs listes. Tous problèmes concernant des produits spécifiques des PMA devraient être réglés avec souplesse.
- Services: Les PMA pourraient être invités à prendre des engagements dans au moins trois secteurs de services. En ce qui concerne les engagements horizontaux, les Communautés tiennent à ce que des engagements sérieux soient pris pour le Mode 3 (présence commerciale), en particulier en ce qui concerne la participation de capital étranger et les prescriptions en matière d'emploi, et pour le Mode 4 (mouvements de personnel).
- Alignement sur les règles de l'OMC: Les Membres de l'OMC pourraient décider que les périodes de transition dont il a été convenu au cours du Cycle d'Uruguay pour permettre aux PMA de rendre leur législation pleinement conforme aux Accords de l'OMC s'appliqueront automatiquement. Toutefois, les pays candidats devraient présenter un programme de travail pour la mise en conformité de leur législation. Nous devrions intensifier l'effort d'assistance technique pour faire en sorte que la mise en conformité soit réalisée.

5. Les modalités détaillées de la réalisation des objectifs seraient bien évidemment adaptées aux conditions particulières de chaque pays accédant.

6. Les CE considèrent que l'OMC et ses Membres devraient s'attacher particulièrement à fournir à ces PMA l'assistance technique dont ils ont besoin pour honorer les engagements contractés dans le cadre de l'OMC.

ii) Reconnaître les efforts accrus que font tous les pays accédants pour satisfaire aux critères d'accession

7. L'aboutissement des négociations d'accession dépend des efforts des pays accédants. Dans bien des cas, un mandat plus large et de meilleures offres concernant l'accès aux marchés sont nécessaires pour aligner les engagements des pays accédants sur ceux des Membres actuels de l'OMC.

8. Les Membres de l'OMC peuvent reconnaître ces efforts en intensifiant les négociations sur l'accès aux marchés et en faisant preuve d'une certaine souplesse et de créativité en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements. Mais bien entendu, cette flexibilité ne doit pas déborder le cadre des règles: la rapidité des accessions ne saurait être obtenue au prix d'une distorsion du système de l'OMC.

9. Les CE se félicitent des efforts que font le Secrétariat et certains Membres de l'OMC pour suivre le grand nombre de demandes en cours de traitement et demandent que l'on continue à allouer au cours des prochains mois suffisamment de ressources aux pays qui font d'authentiques efforts pour achever leurs négociations d'accession.

iii) Participation aux prochaines négociations multilatérales

10. Malgré tous les efforts des pays accédants et des Membres de l'OMC, il reste probable que plusieurs pays n'auront pas accédé à l'OMC au moment du lancement du nouveau cycle de négociations. Les Communautés européennes estiment qu'il faudrait s'entendre en temps utile sur les modalités de la participation de ces pays aux négociations et de leur éventuelle accession à l'OMC, et que ces modalités devraient être clairement établies par la Conférence ministérielle. De l'avis des Communautés européennes, les éléments essentiels de ces arrangements seraient les suivants:

- Participation aux négociations: La participation serait ouverte à tous les pays qui ont déjà informé les Membres à une réunion ordinaire du Conseil général de leur intention de négocier les conditions de leur accession et dont le Conseil général a décidé de retenir la demande.
- Négociations sur l'accès aux marchés: Les pays accédants se verraient octroyer le statut d'observateur qui leur permettrait de participer aux négociations, selon le modèle des arrangements appliqués au cours du Cycle d'Uruguay.
 - Les pays accédants seraient soumis aux mêmes conditions juridiquement contraignantes que les Membres de l'OMC en ce qui concerne les éventuels engagements de statu quo et de démantèlement.
 - Les pays accédants présenteraient des engagements comme les Membres de l'OMC, mais n'auraient pas de droit de veto sur le résultat final.
- Négociations sur de nouvelles règles: Là encore, les pays accédants auraient un statut d'observateur leur permettant de participer à tous les groupes de travail et de présenter des propositions, mais sans droit de veto sur les résultats.¹
- Conformité aux règles non modifiées de l'OMC: Le processus d'examen du régime commercial des PMA, actuellement effectué dans le cadre des groupes de travail multilatéraux, se poursuivrait, mais probablement avec une fréquence moindre que précédemment.
- Certains pays seront peut-être en mesure de conclure des négociations bilatérales et de consolider leurs engagements en matière d'accès aux marchés pendant le cycle de négociations multilatérales. Les groupes de travail pourraient alors achever les formalités soit pendant le cycle soit après sa conclusion.

¹ On rappellera qu'au cours du Cycle d'Uruguay, les pays accédants étaient exclus de la participation à la négociation concernant la modification ou l'application des dispositions de l'Accord général et des négociations concernant les nouvelles dispositions (MIN.DEC, Partie I, F. b)). La participation aux négociations sur le commerce des services était soumise aux mêmes règles que pour les négociations sur l'Accord général.